Solidaires Informatique

Les Yeux de SUD

Union syndicale Solidaires



Numéro 251 | Le journal de la section SUD Inetum de Solidaires Informatique | Novembre 2026

Nos réseaux

Sommaire

NAO 2027 : dernière ligne droite pour faire entendre votre voix !.....1

Accord handicap : le grand renoncement de la direction Inetum.....2

Il faut sauver le soldat ANTAI !.....2

Déménagement à Lille : bye bye le centre-ville.....4

Power Up Awards : Inetum prend ses salarié·es pour des poupées !..6

Solidaires Informatique : un nouveau site et de nouvelles fonctionnalités.....7

Licenciements chez Inetum Espagne : un signal d'alerte pour la France ?.....8

Vos interlocuteurs·rices au sein de l'UES Inetum.....9

Réunion en ligne

Lundi 16 novembre à partir de 17h30 et jusqu'à 19 h

Actualités sociales & discussions libres

https://meet.solidairesinformatique.org/sudinetum-reunion-en-ligne

NAO 2027 : dernière ligne droite pour faire entendre votre voix !

Les négociations annuelles obligatoires (NAO) vont s'engager très prochainement, avec des enjeux importants : salaires, pouvoir d'achat, égalité professionnelle, conditions de travail, formations et parcours professionnels…

En octobre, nous vous avons proposé un questionnaire pour mieux connaître vos attentes et construire nos revendications.

Vous êtes déjà nombreux·ses à avoir pris le temps d'y répondre. **Un grand merci à toutes et tous pour votre participation !**

Ces réponses sont précieuses, mais nous souhaitons en recueillir encore davantage pour mieux représenter la diversité de vos attentes.

Le nombre de salarié·es qui auront répondu sera aussi un argument de poids pour défendre nos revendications face à la direction.

Vous n'avez pas encore répondu ? Il est encore temps de le faire !

Dernier délai : le 15 novembre 2026.

Le questionnaire est totalement anonyme et ne prend que cinq minutes.

Chaque réponse supplémentaire donnera un peu plus de force à nos revendications !

Solidaires Informatique Union Syndicale Solidaires Inetum

IMPOSONS UN AUTRE AVENIR Solidaires

Accord handicap : Le grand renoncement de la direction Inetum !

Les débats ont été animés et la consultation serrée, mais nos adhérent·es ont tranché : Solidaires Informatique ne signera pas un accord moins-disant que le précédent.

Le handicap et l'inclusivité sont des sujets prioritaires pour Solidaires et nous nous félicitons d'avoir signé et encouragé les politiques handicap menées depuis 6 ans, qui ont permis d'apporter du soutien aux collègues BOETH, de fixer et de tenir ses objectifs en matière de taux d'emploi et de maintien dans l'emploi.

C'est donc avec l'espoir de voir renouvelée une ambition jusque-là démontrée que nous avons entamé ces nouvelles négociations. Solidaires y a présenté ses revendications permettant :

- d'améliorer le dispositif actuel (augmentation des CESU, augmentation du nombre de jours d'absence) ;
- de maintenir le dispositif de la mission handicap, avec des chargé·es de mission réparti·es sur toute la France pour assurer la proximité nécessaire à la confiance ;
- de créer de nouveaux droits, notamment pour les salarié·es aidant·es, mais aussi pour les salarié·es licencié·es pour inaptitude et celles et ceux en temps partiel thérapeutique.

La direction, de son côté, est arrivée les mains vides, avec pour simple objectif le maintien de quelques mesures existantes.

Exit donc la mission handicap, une équipe dédiée, formée et attentionnée. Ce rôle sera orienté vers des RH déjà débordé·es et dont les fonctions peuvent parfois entrer en conflit avec cette mission. Exit aussi les objectifs de progression du taux d'emploi et d'employabilité qui devraient pourtant être au cœur de cet accord.

Si les mesures maintenues restent essentielles, elles ne sont pas suffisantes, aux yeux de nos adhérent.es, pour justifier la signature d'un accord où la négociation a été quasiment absente, sans évolution des propositions faites au cours des réunions.

Il faut sauver le soldat ANTAI !

L'ANTAI (Agence nationale de traitement automatisé des infractions), chargée notamment du traitement des infractions routières et basée à Rennes, s'appuie sur des prestataires informatiques pour assurer le fonctionnement et la maintenance de ses systèmes d'information.

Un marché stratégique pour Inetum

Inetum intervient sur deux prestations distinctes : la TMA (tierce maintenance applicative) et la TME (tierce maintenance d'exploitation).

En 2023, Inetum remporte le marché TMA puis, début 2024, celui de la TME (marchés publics). La prestation TME est assurée depuis trois sites : le site client et les agences de Nantes et Rennes. Prévue initialement pour 110 salarié·es, elle mobilisait jusqu'alors entre 120 et 140 personnes selon les périodes.

Avec la TMA, ce sont plus de 200 salarié·es qui travaillent sur les prestations ANTAI. Les enjeux économiques sont considérables pour Inetum.

Mais derrière l'importance de ce marché se cache une réalité beaucoup moins reluisante : depuis son démarrage, la TME accumule les difficultés d'organisation et les **alertes sur les conditions de travail**. Et alors que se profile le renouvellement des marchés en 2027, la direction semble soudain découvrir qu'il est urgent d'agir.

Une « war room » pour sauver le soldat ANTAI !

Depuis juin, la direction a mis en place une « war room ». Rien que ça ! Un vocabulaire guerrier pour désigner une cellule de crise chargée de redresser la situation de la prestation ANTAI.
C'est dire l'importance de l'opération : François Fleutiaux, patron d'Inetum, s'est personnellement impliqué dans le dispositif.

Il faut dire que le client ANTAI a exprimé son mécontentement sur la qualité de la prestation. Et à l'approche du renouvellement du marché, Inetum doit convaincre qu'elle est capable de tenir ses engagements.

Des salarié·es qui trinquent depuis le démarrage

Sur la TME, les difficultés ne datent pourtant pas d'hier : démarrage chaotique, problèmes d'organisation, instabilité des équipes, surcharge de travail, pressions liées aux exigences du client… Les alertes se sont multipliées.

Le CSE est intervenu à de nombreuses reprises sur les conditions de travail des salarié·es. Face à la gravité de la situation, il a voté, en avril 2026, le recours à une expertise pour risque grave qui a confirmé des problèmes organisationnels importants et des risques psychosociaux.

Les salarié·es ont dû faire fonctionner la prestation, absorber les difficultés, accompagner les nouveaux arrivants et répondre aux exigences du client sans aucune reconnaissance (statut, salaire, revalorisation…).
S'il ne fallait retenir qu'un chiffre pour illustrer l'épuisement et le ras-le-bol des salarié·es sur la prestation, c'est le **taux de turn-over proche de 100 % !**

Quand il s'agit de sauver un contrat, la direction sait se mobiliser !

Pour redresser la situation, Inetum a renforcé les équipes avec près de 50 salarié·es supplémentaires en moins de trois mois, sur une prestation qui mobilisait auparavant environ 120 personnes. Soit une **augmentation des effectifs de plus de 40 % !**
De quoi s'interroger sérieusement : les moyens humains étaient-ils jusqu'alors insuffisants ?
La direction cherche-t-elle aujourd'hui à surdimensionner temporairement les équipes pour présenter des indicateurs flatteurs avant le renouvellement du marché ?
Sans doute un subtil mélange des deux !

Ni chair à patrons, ni chair à canon !

Alors pourquoi les moyens qui semblent disponibles aujourd'hui ne l'étaient-ils pas lorsque les salarié·es dénonçaient leurs conditions de travail ?
Et que deviendront ces renforts une fois les appels d'offres attribués ?

Pour **Solidaires Informatique**, les salarié·es ne sont ni des variables d'ajustement ni des soldats que l'on mobilise pour gagner une bataille commerciale, pour être ensuite abandonné·es.
La direction a trouvé les moyens de mettre en place sa « war room ». Elle doit aussi se mobiliser pour garantir durablement des effectifs suffisants et des conditions de travail dignes. Ces moyens humains ne doivent pas disparaître une fois les marchés attribués.



Solidaires Informatique continuera à interpeller la direction sur ses responsabilités et à défendre les salarié·es, quelle que soit l'issue des appels d'offres.

Déménagement à Lille : bye bye le centre-ville

Depuis fort longtemps, un des arguments phare pour les collègues qui choisissent Inetum ést la proximité des locaux de la gare Lille-Flandres. Au moins la moitié d'entre vous utilisent régulièrement le train ou le réseau de transport Ilévia.
La direction envisage de regrouper les deux sites dans le quartier d'Euratechnologies, dans le bâtiment Wenov. Le futur site nécessitera donc un trajet en métro supplémentaire après le train. Pendant que la direction vante un emplacement « au cœur de la Tech », vos élu·es du CSE ont demandé une expertise.

Regrouper tout le monde sur un site unique

Une idée simple avec laquelle on ne peut qu'être d'accord. C'est effectivement bien plus agréable de monter un étage pour aller voir les collègues… **Mais rien ne nous obligeait pour autant à quitter le centre-ville et ses avantages**.
La direction a d'ailleurs précisé qu'une quarantaine de sites dans la métropole avaient été examinés, dont plusieurs dans le centre de Lille. On aurait même pu imaginer de regrouper tout le monde à Lille 2, près de la porte de Paris, étant donné les abandons successifs des plateaux loués près de la mairie, puis des bâtiments E et F à Lille 1. Mais non, il parait que Lille 2 est vétuste. C'est d'ailleurs l'argument employé par le Workplace quand ils ont voulu déménager l'agence de Grenoble. Le petit hic, c'est qu'ils n'ont pas trouvé d'autres locaux là-bas. **Nos collègues isérois sont donc toujours maintenus dans un bâtiment vétuste !**

La direction prétend que le temps de trajet n'augmentera que de 10 minutes « en moyenne ». C'est beau la magie des moyennes : ça permet de raconter de belles histoires ! En revanche, quand on connaît un tant soit peu le métro à Lille, on arrive à une estimation bien plus réaliste : une demi-heure supplémentaire… par trajet. Soit une heure par jour de présence.

Une heure de plus par jour, selon les cas, c'est près de trois heures par semaine si l'on considère deux jours de télétravail. **Du temps pris sur la vie personnelle, sur la famille, sur le repos**. Des contraintes supplémentaires pour faire garder ses enfants, ou simplement devoir attraper un train plus tôt…

Mais rassurez-vous : vous serez tellement subjugués par la beauté des locaux à Wenov que ça n'aura pas d'importance.

Pour ce qui est des places de parking, une petite cinquantaine est prévue sur site, réservable, nous dit-on, via Outlook. Ce qu'on n'a jamais réussi à faire fonctionner pour les bureaux en flex office va miraculeusement fonctionner pour les places de parking. Mais si, ayez confiance !

Pour les collègues qui viennent en voiture, le tableau n'est pas meilleur : parking, circulation, coût du carburant. Le site est-il correctement desservi ? Y aura-t-il suffisamment de places ? Des abris vélos ? Rien ne permet pour l'instant de répondre clairement à ces questions.





La pause méridienne ?

Un autre effet passé sous silence dans les tableaux de la direction : la pause déjeuner.

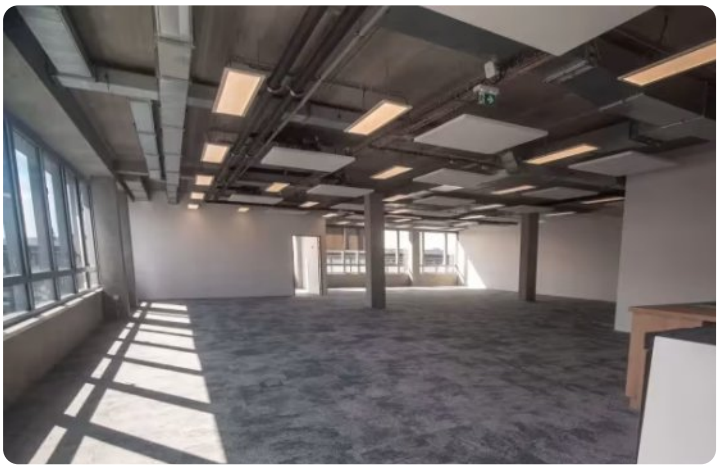
Aujourd'hui, être à côté de la gare, c'est aussi être au cœur du centre-ville. On profite de sa pause pour faire une course, passer à la pharmacie, à la Poste, acheter un cadeau ou déposer un colis. Des démarches banales, grandement facilitées par notre situation actuelle.

On n'évoquera pas les offres en matière de restauration pour ne pas trop en rajouter.

Oui, le futur site Wenov n'est pas non plus au milieu du désert. Oui, il y a un Carrefour Market, quelques restos et un parc pour les beaux jours. Est-ce que cela compense vraiment l'allongement des temps de transports et les charmes de la Grand Place ? Clairement pas.

Flex office : le bureau qui n'est à personne

Quant au bâtiment, on va être mangés à la sauce Saint-Ouen, Lyon et autres, selon la charte d'aménagement en vigueur : 10 m^2 par bureau… Oui, enfin, là-dedans, on case aussi les couloirs, les WC, les salles de réunion, les coworking etc.



Évidemment, **le flex office est roi**, ainsi que les sempiternels open spaces, pourtant reconnus officiellement comme des facteurs de risque en matière de bruits et d'autres nuisances.

Bref : moins de surface, moins de loyer, et un poste de travail sans affaires personnelles et une journée qui commence par la recherche d'une place libre…

Santé et conditions de travail : l'exemple de Lyon

À Lyon, trois mois après l'ouverture d'Organdi : un défibrillateur défectueux, une trousse de secours manquante, des extincteurs difficiles d'accès et une alerte pour danger grave et imminent à cause d'une salle de réunion où le taux de CO_2 était trop élevé. Pas de savon dans les espaces repas non plus…

À Lille, rien ne permet de penser que nous pourrions échapper à des problèmes similaires, puisque la méthode est la même. Vos élu·es veilleront à ce que ces erreurs ne se répètent pas.

Expertise en cours

Face à toutes ces zones d'ombre, **vos élu·es au CSE ont voté une expertise** sur ce projet de déménagement. C'est notre seule façon de vérifier, avec des spécialistes, ce que la direction affirme : temps de trajet, accessibilité, qualité de l'air, organisation du travail en flex office.

Dans le cadre de cette expertise, le cabinet SEXTANT a envoyé à tou·tes les collègues un questionnaire pour recueillir leurs avis sur le projet.

C'est le moment de dire ce que vous pensez. Et surtout, dites-le en détail : d'où vous venez, comment vous venez, combien de temps vous mettez aujourd'hui, ce que vous ferez demain et ce que vous perdez, y compris vos pauses en ville. Ces réponses seront la matière première du rapport d'expertise. Celles et ceux qui viennent en train sont les plus concerné·es, et leurs réponses sont particulièrement précieuses.
Pourquoi est-ce si important ? Parce que le questionnaire de Technologia sur l'IA n'a recueilli que 24 % de participation et que la direction a su s'en servir.
Un questionnaire sans réponses, c'est un avis sans poids. À l'inverse, des centaines de réponses, c'est un rapport qui s'appuie sur la réalité des salarié·es et pas sur la communication de la direction.

Nos revendications

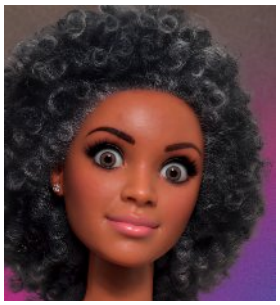
Solidaires Informatique demande à la direction :

- une étude précise des temps de trajet, avant et après déménagement, en train + métro, en voiture et à vélo, en prenant en compte les temps médians, et pas simplement les moyennes ;
- la prise en charge intégrale du surcoût des transports lié au déménagement, y compris du titre de transport urbain pour les collègues effectuant l'intégralité de leur trajet en train ;
- des horaires adaptés pour les collègues dépendant des trains, avec une tolérance en cas de retard des transports collectifs ;
- la clarification du nombre de salarié·es rattaché·es au site, de l'organisation des postes et du taux d'occupation visé en flex office, avec des garanties pour les personnes ayant besoin d'un poste de travail adapté au titre de la RQTH ;
- la mise à disposition d'une infirmerie, d'un espace de repos et de premiers secours, d'un défibrillateur et d'extincteurs vérifiés avant l'emménagement, ainsi que la mise en place de mesures continues du taux de CO_2 ;
- l'équipement complet des espaces repas : savon, vaisselle, électroménager, lingettes, etc ;
- la communication au CSE de l'avis du bureau de contrôle avant de fixer toute date de déménagement.

N'hésitez pas à échanger avec vos élu·es du CSE Nord.

Power up Awards : Inetum prend ses salarié·es pour des poupées !

Pour promouvoir ses « Power Up Awards », Inetum a choisi une campagne de communication pour le moins surprenante : des personnages aux visages en plastique, aux yeux exorbités et aux expressions caricaturales, tout droit sortis de l'univers des poupées Barbie et Ken.





À voir leurs regards hallucinés, on se demande d'ailleurs ce qu'ils consomment !

Derrière cette esthétique délirante, on retrouve surtout une énième opération de communication interne, emballée dans les habituels slogans creux du management.
Il s'agirait de « mettre en lumière les initiatives concrètes qui font bouger les lignes au quotidien ».
Traduction : les salarié·es font leur boulot, trouvent des solutions, améliorent les pratiques et la direction organise une remise de prix pour célébrer tout ça.

Des trophées plutôt que des augmentations !

À force de vouloir rendre sa communication « fun », « moderne » et « décalée », **Inetum sombre dans le ridicule**. Ces visuels infantilisants sont à l'image de cette communication déconnectée de la réalité du travail.
Les salarié·es ne sont ni des poupées, ni des personnages de dessins animés. Ils n'ont pas attendu les Power Up Awards pour faire leur travail consciencieusement, avec professionnalisme. Mais plutôt que de reconnaître concrètement leur contribution à la richesse produite pour les actionnaires, Inetum préfère multiplier les campagnes de communication, les concours et les récompenses en carton (ou plutôt en plastique, à en croire les images).

La reconnaissance par les salaires !

La véritable reconnaissance passe par les salaires, les conditions de travail, les perspectives professionnelles, et non par des campagnes ridicules !

Les salarié·es n'ont pas besoin d'une vie en rose façon Barbie. Ils ont besoin de reconnaissance sur leur fiche de paie !

Solidaires Informatique : un nouveau site et de nouvelles fonctionnalités

Le mois dernier, nous vous annoncions la mise en ligne de notre nouveau site internet.



https://solidaires-inetum.org

Dans le soucis de toujours rester mieux connectés et de faciliter la transmission d'information, le site se dote de 2 nouvelles fonctionnalités :

Une application mobile PWA

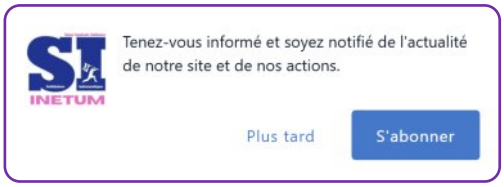


Fini la recherche de l'URL, ou la fouille interminable des favoris ! Vous pouvez désormais installer l'application Solidaires Inetum sans passer par les stores de Google ou d'Apple !

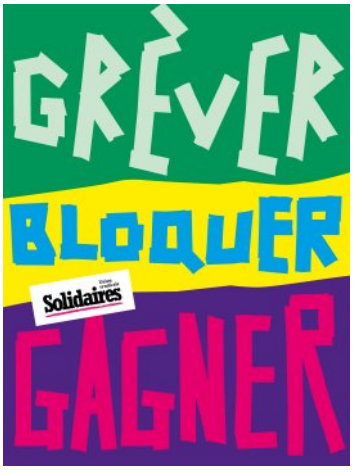
La façon la plus simple pour l'installer et d'utiliser un navigateur Chrome, de vous rendre sur le site et de cliquer sur le bouton "Installer l'appli" en haut de la page d'accueil. L'application sera automatiquement installée !

Des notifications sur votre mobile et votre PC

Lorsque vous vous rendez sur notre site internet, un popup apparait au bout de 5 secondes pour vous demander si vous souhaitez accepter les notifications. En cliquant sur "Oui" vous serez informé des mises à jour, de nos tracts en avant première et de toute l'actualité sociale à Inetum et syndicale.









Licenciements chez Inetum Espagne : un signal d'alerte pour la France ?

Comme nous vous en informions dans notre tract de mai, voici les dernières informations concernant les départs forcés de salarié·es en Espagne.

Comme bien souvent en France, **la direction d'Inetum Espagne reste discrète sur les conséquences sociales de ses décisions**. Lors d'un déplacement à Saragosse, son CEO, Manuel García del Valle, a évité d'évoquer les licenciements. Fait intéressant, sa conférence s'intitulait « Quand la technologie se rapproche des personnes » !

D'après les informations communiquées par les partenaires sociaux concernant l'ERE, équivalent espagnol d'un PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi), un accord a été conclu avec comme conséquence des **licenciements collectifs massifs** chez Inetum Espagne.

Initialement, 456 départs étaient prévus. À l'issue des négociations avec les partenaires sociaux, ce chiffre a été ramené à 404 salarié·es, soit 4,7 % des effectifs. La mise en œuvre de cet accord, conclu début juin, devait se poursuivre jusqu'au 30 septembre 2026. Le nombre définitif de départs n'est toutefois pas connu à ce jour.

L'accord prévoit notamment des indemnités calculées selon l'ancienneté : 45 jours de salaire par année travaillée pour la période antérieure au 12 février 2012 et 33 jours pour la période postérieure, avec un plafond général de 24 mensualités pouvant atteindre 42 mensualités selon l'ancienneté acquise avant 2012. Une indemnité minimale de 10 000 euros est également prévue.

Un dispositif de départ volontaire, assorti d'une prime brute de 10 000 euros sous certaines conditions, a également été proposé à certains groupes de salarié·es, notamment dans les équipes de développement et d'exploitation.

Cet accord prévoit aussi un accompagnement professionnel d'au moins 12 mois, financé par Inetum Espagne, avec une attention particulière portée aux personnes de plus de 45 ans.

Cette évolution confirme que le plan espagnol, présenté par la direction comme spécifique au marché local, se traduit bien par des suppressions d'emplois, malgré les garanties négociées.

Ces réductions massives d'effectifs en Espagne soulèvent des interrogations sur une possible restructuration plus globale du groupe.

Pour les salarié·es en France, l'incertitude sur les prochaines intentions de Bain Capital reste entière.

Les risques les plus immédiats concernent les décisions prises en matière de réduction des coûts, de réorganisations, de sous-traitance et d'effectifs.
Le développement des activités nearshore et offshore, notamment au Maroc et en Inde, pose également la question de possibles transferts d'activités au détriment de l'emploi en France.

Nos questions restent toujours d'actualité :

- Quelle est la trajectoire réelle des effectifs en France, et pas uniquement celle des embauches ?
- Quels sont les impacts concrets de l'IA sur l'emploi ? Et pas un discours creux sur les embauches à venir, censé prouver qu'il n'y aurait aucun impact.
- Quels engagements de maintien de l'emploi existent réellement ?



Inetum Solidaires informatique
Union Syndicale Solidaires

Rejoignez nous dans nos combats, soutenez nos actions !
Adhérez à Solidaires Informatique :
adhesion.solidairesinformatique.org

Vos interlocuteurs·rices au sein de l'UES Inetum

DSC FRANCE
Vincent Bracchetti
06.70.49.84.93
Franck Auger (adjoint)
06.99.91.88.33

CONTACT
contact@solidaires-inetum.org

NORD
Guillaume Mahelle (DS)
07.77.39.30.46
Olivier Lefrancq (DS)
06.19.87.58.97
Régis Schafran (DS)
06.52.06.49.98

OUEST
Anne Oury (DS)
06.30.49.67.67
Christophe Baudry (DS)
06.88.60.75.20
Hélène Murzeau (DS)
Sonia Torki (RS)

ILE-DE-FRANCE
Murielle Torres Rivas (RS)
06.83.63.28.20
Julien Schiavo (RSS)
07.66.71.77.84

EST
Christophe Schmeltzer (DS)
06.32.19.07.53
Hugues Dailliez (RS)



AUVERGNE - RHÔNE-ALPES
Marc Aubertin (DS)
06.70.40.47.88
Franck Poulard (DS)
06.73.44.35.76
Myriam Gamot (RS)

Retrouvez l'intégralité de nos communications mensuelles sur le site de Solidaires Informatique Inetum :

SUD-OUEST
Jean-Philippe Calvel (DS)
06.83.44.63.12
Laurent Larrieu (DS)
06.74.20.34.46

MÉDITERRANÉE
Laure Netz (DS)
06.09.34.78.20
Véronique Dardonville (DS)

